

L'électorat de Nicolas Sarkozy : « rupture tranquille » ou syncrétisme tourmenté ?

Sylvie Strudel

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2007/3 Vol. 57 , PAGES 459 À 474
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724630886

DOI 10.3917/rfsp.573.0459

Date de mise en ligne : 01/09/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2007-3-page-459?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'ÉLECTORAT DE NICOLAS SARKOZY : « RUPTURE TRANQUILLE » OU SYNCRÉTISME TOURMENTÉ ?

SYLVIE STRUDEL

L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP (Union pour un mouvement populaire) en novembre 2004 aura marqué, dans l'histoire des droites françaises, une scansion majeure dans l'asymétrie croissante entre les forces en présence mais aussi dans l'effacement du gaullisme et dans la rupture avec le chiraquisme¹. Une étape nouvelle, dans ce sens, a-t-elle été franchie depuis le 6 mai 2007 et la victoire de Nicolas Sarkozy au second tour de la huitième élection présidentielle au suffrage universel direct de la Cinquième République ? D'autant que cette victoire s'est accompagnée, dès le premier tour, d'une distanciation conséquente et d'une disqualification significative du candidat de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, dont Nicolas Sarkozy s'était promis de ravir² les électeurs « un à un ». En affichant le projet d'une « rupture tranquille », Nicolas Sarkozy a certes manifesté une volonté de distanciation avec ses prédécesseurs, mais celle-ci ne vaut pas renoncement à toutes les ressources et dimensions de l'héritage. Si l'asymétrie des rapports de force entre les composantes partisans de droite est bien avérée au lendemain du 6 mai 2007, il convient en revanche d'observer ce qui dure et ce qui disparaît, afin de s'interroger sur les éventuelles (re)compositions au sein d'un électorat devenu sarkozyste³.

Avec 31,2 % des suffrages exprimés au premier tour du scrutin présidentiel, Nicolas Sarkozy s'est positionné devant la candidate du Parti socialiste Ségolène Royal (25,9 %), qu'il a distancée de près de 1 950 000 voix. Ce faisant, il a devancé les anciens scores de Jacques Chirac, plafonnant à 21 % des suffrages exprimés depuis 1981. Seuls Charles de Gaulle (44,6 % en 1965) et Georges Pompidou (44,5 % en 1969) avaient, aux origines de la Cinquième, réalisé de meilleurs résultats. Du premier au second tour, Nicolas Sarkozy capitalise son avance et conforte sa stature de rassembleur, contrairement à Jacques Chirac qui n'avait dû sa victoire, en 1995, qu'à un retournement de situation. Avec 53,1 % des suffrages exprimés (soit 18 983 138 d'électeurs), Nicolas Sarkozy est « mieux élu » que Jacques Chirac en 1995 (52,6 %) et Valéry Giscard d'Estaing en 1974 (50,8 %). Aux inscrits, Nicolas Sarkozy occupe

1. Cf. Florence Haegel, Nicolas Sauger, « L'électorat de droite : le rapport de forces UMP-UDF à l'épreuve », dans Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral. Présidentielle 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 58-63.

2. Ici au sens figuré comme au sens propre, puisque la séduction conditionne le débouchage.

3. Cet article rédigé « à chaud », reprend et actualise des éléments de deux notes précédentes du 30 avril et du 4 juin 2007, rédigées à partir des premiers résultats de la vague 1 du Panel électoral français et de l'enquête post-présidentielle du Cevipof. À toutes ces étapes, Viviane Le Hay a contribué à préparer les données pour l'analyse et à les formaliser pour leur présentation : je voudrais ici lui exprimer ma gratitude pour son aide et sa collaboration.

la troisième position d'un tiers des meilleurs scores des candidats de droite élus face à un candidat de gauche sous la Cinquième République : 45,3 % des électeurs inscrits apportent leurs suffrages à Charles de Gaulle en 1965, 43,8 % à Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et 42,7 % à Nicolas Sarkozy en 2007.

Les enquêtes électorales du Cevipof, ici mobilisées pour cette première analyse ¹, offrent une vision rétrospective de la cristallisation des opinions à la veille et au lendemain du scrutin présidentiel et permettent de mieux comprendre l'issue de l'élection : elles nous aideront à explorer les permanences et les nouveautés qui sont à l'œuvre au sein de l'électorat de Nicolas Sarkozy.

LES ÉLECTEURS DE NICOLAS SARKOZY : PORTRAIT DE GROUPES

CONTINUITÉS ET RECOMPOSITIONS SOCIALES : LA DYNAMIQUE DU 1^{ER} TOUR

Le score de Nicolas Sarkozy observé sur la base d'une analyse géographique témoigne à la fois du niveau spatial de son succès et d'évolutions territoriales significatives ². De même que la géographie du chiraquisme en 1995 était atypique par rapport à celle de la droite classique ³, celle du sarkozysme est faite de continuités et de recompositions. À une « droitisation » de l'implantation chiraquienne déjà reconstruite ou confirmée en 2002 s'ajoutent, en 2007, des éléments spécifiques. Au titre des recompositions, on peut noter les moins bons scores de Nicolas Sarkozy dans les bastions du chiraquisme (l'Auvergne, le Limousin), dans des zones de force de la droite en 2002 (il est devancé par Ségolène Royal en Bretagne) et, à l'inverse, ses bons résultats dans des territoires conquis. Ces gains sont en partie dus à une concurrence menée au détriment des zones de force du frontisme : c'est le cas en Alsace où Nicolas Sarkozy dépasse le tiers des exprimés (36,2 %) et où le score de Jean-Marie Le Pen, divisé par deux de 2002 à 2007, le fait arriver en quatrième position derrière François Bayrou et Ségolène Royal ; c'est le cas en Corse où Nicolas Sarkozy réalise l'un de ses meilleurs résultats : 37 % ; c'est encore le cas dans des bastions érodés du FN, comme dans la région PACA, en Languedoc-Roussillon ou en Franche-Comté. Mais

1. Deux enquêtes seront principalement utilisées ici : la vague 1 du Panel électoral français et l'enquête post-présidentielle 2007. La première vague du Panel électoral français (PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 1, « Enquête pré-électorale présidentielle 2007 ») est un sondage pré-électoral réalisé du 29 mars au 21 avril auprès de 4 004 électeurs interrogés en face à face, dont ont été recueillies des intentions de vote ensuite redressées en fonction de quotas socio-démographiques et des résultats réels de l'élection du 22 avril 2007. La deuxième enquête mobilisée est un sondage post-électoral (PEF (2007) Cevipof-ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ») réalisé du 9 mai au 23 mai par l'IFOP auprès de 4 006 électeurs, dont ont été recueillies par téléphone les reconstructions de vote au premier et second tour, ensuite redressées en fonction de quotas socio-démographiques et des résultats réels de l'élection. Ces données ont été produites par le Cevipof, avec le soutien du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, et les sondages ont été réalisés par l'IFOP.

2. Cf. dans ce même numéro, l'article de Michel Bussi et Jérôme Fourquet.

3. Jean Chiche, Elisabeth Dupoirier, « De Chirac à l'UMP : mutations et conquête », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal, *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 164 et suiv.

les apports proviennent également d'un déploiement des gains sarkozystes aux dépens de l'ensemble des forces politiques (33,8 % en Ile-de-France, 32,7 % en Rhône-Alpes). Cette logique syncrétique ¹ illustre les ingrédients de la dynamique électorale victorieuse de Nicolas Sarkozy.

Jean Chiche et Élisabeth Dupoirier reprenaient à leur compte, en 2002, le diagnostic de Jérôme Jaffré sur le positionnement de Jacques Chirac, opérant « une synthèse entre la droite politique et l'ouverture sociologique » en 1995 ². Qu'en est-il de l'électorat de Nicolas Sarkozy au premier tour de 2007 ? L'examen du profil sociologique de son électorat met en lumière, là aussi, les permanences et les inflexions.

Tableau 1. L'évolution de la pénétration électorale de Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy : premiers tours des élections présidentielles 1988-2007 (% par cases)

	<i>Chirac</i> 1988	<i>Chirac</i> 1995	<i>Chirac + CB</i> + AM * 2002	<i>Sarkozy</i> 2007	<i>Écart Sarkozy/Chirac</i> 2007-2002
<i>Ensemble</i>	16	21	25	31	+ 6
<i>Sexe</i>					
– Homme	16	20	22	29	+ 7
– Femme	17	21	27	33	+ 6
<i>Âge</i>					
– 18-24 ans	13	29	19	22	+ 3
– 25-34 ans	12	17	17	28	+ 11
– 35-49 ans	15	18	21	26	+ 5
– 50-64 ans	20	20	25	32	+ 7
– 65 ans et plus	22	23	38	45	+ 7
<i>Profession de l'électeur</i>					
– Agriculteur	40	29	45	52	+ 7
– Petit commerçant et artisan	20	37	38	52	+ 14
– Cadre et prof. intellectuelle	20	26	31	34	+ 3
– Prof. intermédiaire	15	16	27	25	- 2
– Employé	14	17	26	32	+ 6
– Ouvrier	9	19	19	26	+ 7
– Inactif	20	21	22	29	+ 7
<i>Statut professionnel</i>					
– travaille à son compte	29	33	39	47	+ 8
– salarié du privé	15	19	26	32	+ 6
– salarié du public	11	15	21	25	+ 4
– chômeurs	12	17	14	17	+ 3

* CB + AM : Christine Boutin et Alain Madelin, ralliés à Nicolas Sarkozy en 2007.

Sources : enquêtes post-électorales du Cevipof.

Les segments les plus typés de l'électorat de droite sont à nouveau présents en 2007 : les femmes plus nombreuses que les hommes (33 % de femmes, contre 29 %

1. Le terme désigne une coexistence d'éléments reconnaissables et tire son étymologie de « l'union de Crétois »...

2. Jérôme Jaffré, « La victoire de Jacques Chirac et la transformation des clivages politiques », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 164, cité par Jean Chiche, Élisabeth Dupoirier, « De Chirac à l'UMP : mutations et conquête », cité, p. 170.

d'hommes), les plus de 50 ans nettement en surnombre (et surtout les 65 ans et plus, parmi lesquels 45 % votent pour Nicolas Sarkozy), les catholiques pratiquants surreprésentés (52 % d'entre eux votent pour Nicolas Sarkozy) et aussi les travailleurs indépendants – agriculteurs, commerçants et artisans – ainsi que les professions libérales ou cadres supérieurs.

Mais, parallèlement au classicisme de cette structure, confirmée par la séquence comparée des électorats présidentiels de 1988 à 2007, on constate une mutation sociologique d'envergure. Celle-ci atteste du rôle de l'offre et de la conjoncture électorales et des influences respectives de ces dernières sur les contours – à chaque fois partiellement renouvelés – des électorats. En 2007, la base sociale des électeurs s'est à nouveau élargie, puisque 32% des employés et 26 % des ouvriers ont voté pour Nicolas Sarkozy. La progression dans ce dernier groupe (+ 7 points de 2002 à 2007) rappelle le saut quantitatif qui avait été franchi une première fois de 1988 à 1995 (+ 10 points chez les ouvriers), après la campagne de Jacques Chirac autour du thème sur « la fracture sociale ». Mais, à la différence de 1995, les jeunes sont moins présents au rendez-vous électoral de 2007 : 22 % des 18-24 ans votent pour Nicolas Sarkozy au premier tour, ils étaient 29 % à apporter leurs suffrages à Jacques Chirac en 1995. Cette reconquête populaire (ouverte en 1995, stoppée en 2002, réenclenchée en 2007 chez les ouvriers), à laquelle s'ajoute un même mouvement chez les chômeurs (17 % en 1995, 14 % en 2002, 17 % en 2007), est encore amplifiée par la progression observable chez les employés depuis 1988. Le seul groupe qui échappe à cette dynamique est celui des professions intermédiaires, qui choisissent dans les mêmes proportions Nicolas Sarkozy (25 %) et François Bayrou (24 %) ou qui privilégient un vote en faveur de Ségolène Royal (30 %).

Ce profil sociologique donne un caractère interclassiste à l'électorat de Nicolas Sarkozy, qui renoue avec la structure des segments sociaux présents dans l'électorat gaulliste de l'élection présidentielle de 1965¹. De ce fait, Nicolas Sarkozy a concurrencé la candidate de gauche – dès le premier tour – auprès de populations traditionnellement proches du parti socialiste² : cadres et professions intellectuelles (+ 15 points), employés (+ 8 points), professions intermédiaires (quasi-égalité entre les scores réalisés par Ségolène Royal, 29%, et Nicolas Sarkozy, 26 %, dans ce segment social). Mais de ce fait aussi, il a enrayé et affaibli une des spécificités sociales majeures des derniers scrutins, à savoir la part importante des ouvriers dans l'électorat de Jean-Marie Le Pen. Alors que 24 % d'entre eux ont voté pour ce candidat en 2002, ils ne sont plus que 16 % à faire ce choix en 2007.

1. En tenant compte, bien sûr, du changement de poids relatif de chacun de ces groupes en 50 ans dans la société française. Cf. François Platone, *Les électorats sous la Cinquième République. Données d'enquête 1958-1995*, Paris, Cevipof, 1995.

2. Cf. dans ce même numéro, l'article d'Élisabeth Dupoirier relatif à Ségolène Royal.

« Rupture tranquille » ou syncrétisme tourmenté ?

Tableau 2. La concurrence des votes Royal, Sarkozy et Le Pen dans les segments sociaux au premier tour de l'élection présidentielle 2007 (pourcentage en lignes)

	Vote S. Royal	Vote N. Sarkozy	Vote J.-M. Le Pen
<i>Ensemble</i>	25,5 %	31 %	10,5 %
<i>Sexe</i>			
– Homme	25	29	13
– Femme	26	33	8
<i>Âge</i>			
– 18-24 ans	31	22	6
– 25-34 ans	24	28	10
– 35-49 ans	26	26	14
– 50-64 ans	26	32	12
– 65 ans et plus	23	45	8
<i>Profession de l'électeur</i>			
– Agriculteur	10	52	7
– Petit commerçant et artisan	17	52	7
– Cadre et prof. Intellectuelle	22	37	7
– Enseignant	41	15	2
– Prof. Intermédiaire	29	26	8
– Employé	24	32	13
– Ouvrier	25	26	16
– Étudiant	32	24	3
– Inactif n'ayant jamais travaillé	27	35	14

Source : PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

UN ÉLECTORAT FRONTISTE « SIPHONNÉ » PAR NICOLAS SARKOZY ?

La métaphore du « siphonnage » a fait son apparition dans les analyses politico-journalistiques jusqu'à s'imposer de manière lancinante dans les commentaires post-électorales ¹. Encore faudrait-il en préciser l'ampleur ou le niveau, avant de laisser croire à un complet transvasement, d'autant que Jean-Marie Le Pen totalise toujours aux inscrits 8,6 % des voix, soit 3 835 029 de suffrages en 2007, ce qui est certes moins qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 (11,7 % aux inscrits, soit 4 804 713 de voix, et sans compter le score de Bruno Mégret), mais qui n'est pas négligeable.

Les données de la première vague du Panel électoral français avaient montré que si 26 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen en 2002 avaient l'intention de voter pour Nicolas Sarkozy (mais aussi 5 % pour Ségolène Royal, 9 % pour François Bayrou et 6 % pour Philippe de Villiers), 51 % projetaient de lui rester fidèles d'une élection à l'autre. Ces électeurs lepénistes ralliés à Nicolas Sarkozy forment un groupe intermédiaire, à la fois différent de celui des sarkozystes et de celui des lepénistes. Les écarts se mesurent à l'aune de leurs caractéristiques hybrides : éloignés des sarkozystes et proches des lepénistes par leur autoritarisme d'exclusion, ils se rapprochent en

1. « Éponge » ou siphon : une image ne saurait remplacer une explication et reconnaître n'est pas connaître, c'est à ce titre que les habitudes verbales constituent des obstacles à la pensée scientifique (cf. Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1989 (1^{re} éd. : 1938), p. 73 et suiv.)

revanche des sarkozystes et s'éloignent des lepénistes par un libéralisme économique un peu plus prononcé.

L'enquête post-présidentielle 2007 du Cevipof donne d'autres indicateurs des « passages » ou, du moins, de la porosité relative d'un électorat à l'autre : environ un quart des électeurs de Nicolas Sarkozy (24 %) se disent « d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen ». Il convient de noter que – *a contrario* – 76 % de l'électorat de Nicolas Sarkozy ne se déclare « pas d'accord » avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen. Autrement dit, le ralliement frontiste (affiché, déclaré en situation d'enquête) est limité et reste minoritaire dans l'électorat sarkozyste. Mais quels sont les traits saillants de ces électeurs *captés* (cf. tableau 3) ?

Tableau 3. La composition sociale des électorats Sarkozy et Le Pen en fonction de leur accord (ou pas) avec les idées de J.-M. Le Pen, 1^{er} tour (pourcentage en colonnes)

	Vote Sarkozy et pas d'accord idées Le Pen	Vote Sarkozy et d'accord idées Le Pen	Vote Le Pen et d'accord idées Le Pen
<i>Niveau de diplôme</i>			
– Sans diplôme, certificat d'études	35	34	37
– BEPC, CAP, BEP	34	47	49
– Baccalauréat	12	12	8
– Niveau bac +2	8	4	4
– Diplôme du supérieur	11	3	2
<i>Sexe</i>			
– Homme	43	49	61
– Femme	57	51	39
<i>Âge</i>			
– 18-24 ans	9	5	6
– 25-34 ans	16	17	17
– 35-49 ans	22	30	38
– 50-64 ans	21	25	24
– 65 ans et plus	32	23	15
<i>Profession de l'électeur</i>			
– Agriculteur	5	7	2
– Petit commerçant et artisan	10	8	3
– Cadre sup et prof. libérale	11	9	6
– Prof. Intermédiaire	16	10	12
– Employé	28	28	33
– Ouvrier	15	28	33
– Autre inactif	15	10	11

Source : PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

Dans l'électorat sarkozyste qui se déclare « d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen », on retrouve des segments sociaux rappelant ceux de l'électorat sarkozyste analysé *supra*, mais dans une combinatoire qui leur est spécifique. Ces *captés* asso-cient, d'un côté, des éléments de « la droite profonde » ¹ (majoritairement des femmes,

1. Jérôme Jaffré, « La victoire de Jacques Chirac et la transformation des clivages politiques », cité, p. 161.

des personnes de 50 ans ou plus et des catholiques¹ – souvent les mêmes d'ailleurs) et de l'autre, des segments défavorisés composés d'ouvriers et de chômeurs. Ici encore, on constate des différences sensibles au sein de l'électorat sarkozyste entre ceux qui déclarent ne pas être d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen et ceux qui déclarent l'être. Des analyses plus détaillées pourront montrer ultérieurement qu'il n'y a « fusion » ni sociologique, ni politique, ni idéologique entre ces sous-électorats sarkozystes. Ni fusion, ni confusion : l'électorat sarkozyste « d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen » n'est pas non plus une reproduction des électeurs lepénistes. Ces derniers fidèles affichent des caractéristiques désormais classiques (masculines, peu diplômées, prolétaires...) ² qui les distinguent du groupe précédemment évoqué.

Pour ces différentes raisons, le passage (électoral ou idéologique) des électeurs lepénistes vers le sarkozysme relève moins du « siphonnage » que d'une captation partielle.

L'ensemble de ces observations, relatives à la sociologie de l'électorat de Nicolas Sarkozy, incitent à valider sociologiquement l'oxymore choisi pour un de ses slogans de campagne : « rupture tranquille » ³. Nous avons vu la part de rupture (électorats captés, électorats perdus) et la part de tranquillité (électorats fidélisés). Une question posée est désormais celle de la cohérence ou de la convergence politique et idéologique de ces groupes d'électeurs sarkozystes.

LE 22 AVRIL 2007 : UN ÉLECTORAT ISSU DES DROITES ET AU-DELÀ

Pour gagner le premier tour, Nicolas Sarkozy s'est d'abord appuyé sur un électorat issu de la droite politique, ainsi que permettent de l'établir les données de la première vague pré-électorale du PEF 2007 : 67 % des électeurs de Jacques Chirac, 50 % des électeurs Madelin, 24 % des électeurs Bayrou et 19 % de ceux de Corinne Lepage en 2002 ont déclaré vouloir porter sur lui leurs suffrages. À cette mobilisation des soutiens classiques, se sont ajoutées des fractions d'électorat « mordues » également sur sa gauche et sur sa droite : 11 % des électeurs Jospin + Taubira + Chevènement, 19 % des électeurs Saint Josse et, comme évoqué plus haut, 26 % de l'électorat Le Pen 2002. Enfin, 23 % des non-inscrits en 2002 (parce que trop jeunes ou pas inscrits), 20 % de ceux qui avaient voté blanc ou nul et 27 % des abstentionnistes ont trouvé en 5 ans une voie vers les urnes et avaient l'intention de lui donner leur voix à la veille du premier tour ⁴.

1. À une nuance près, probablement due à l'importation d'une inflexion connue de l'électorat lepéniste, dans lequel les catholiques pratiquants sont moins représentés. Alors que l'électorat de Nicolas Sarkozy « pas d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen » est composé de 15 % de catholiques pratiquants et de 66 % de catholiques non pratiquants, ici son électorat qui se déclare « d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen » est composé de 10 % de catholiques pratiquants et de 70 % de non pratiquants.

2. Cf. la contribution de Nonna Mayer, dans ce même numéro.

3. L'oxymore aura d'ailleurs été la figure de style dominante de cette campagne, placée sous le signe de « la force sereine » (Ségolène Royal) et de « la révolution sans risque » (François Bayrou). Faut-il y voir une passion française plus ou moins refoulée pour la formule de Lampedusa : « Tout changer pour que rien ne change » ?

4. En raison – notamment – du déficit de jeunes dans l'électorat de Nicolas Sarkozy, le score de Ségolène Royal est meilleur dans la première catégorie : elle attire 32 % des nouveaux inscrits (mais qui ne compte pas que des jeunes).

Lorsqu'on différencie les itinéraires de vote, pour faire la part entre l'électorat Chirac 2002/Sarkozy 2007 et l'électorat Le Pen 2002/Sarkozy 2007, on constate des infléchissements mineurs sur les réponses de ces deux sous-groupes aux questions relatives à l'intérêt pour la politique, au jugement sur le fonctionnement de la démocratie ou encore à la propension à manifester, comme si le candidat de l'UMP avait attiré une frange relativement intégrée au système des électeurs frontistes, Jean-Marie Le Pen conservant un noyau de fidèles avec ses composantes anti-système, populaire et mécontente. En revanche, les différences s'accusent lorsqu'on explore les positionnements sur l'axe gauche-droite. Alors que 53 % des électeurs Chirac/Sarkozy se positionnent à droite, 37 % des électeurs Le Pen/Sarkozy font de même, et alors que 27 % des premiers se situent à l'extrême droite, ils sont 39 % chez les seconds¹. Cette tension entre deux électorats est encore renforcée par la droitisation de l'image de leur candidat (93 % de positionnement à droite sur l'échelle gauche-droite de Sarkozy par ces électeurs). Ici, les écarts entre électorats s'amenuisent : 43 % des électeurs Chirac/Sarkozy le positionnent à droite, 39 % des électeurs Le Pen/Sarkozy font de même et tandis que 50 % des premiers le situent à l'extrême droite, ils sont 52 % chez les seconds. Ici, clairement, un électorat venant de positions centrales (19 %), de droite (46 %) ou d'extrême droite (24 %) a conscience d'avoir voté pour un candidat plus à droite que lui (son électorat place N. Sarkozy respectivement à 3 %, 42 % et 49 % sur ces mêmes positions).

L'ouverture à un électorat venu des droites et au-delà est encore attestée par la mobilisation de sympathisants des partis politiques : que ce soit massivement ou marginalement, il n'est pas une formation politique qui ne fournisse des soutiens à Nicolas Sarkozy. Dans l'enquête post-présidentielle, ceux qui se déclarent « proches » de l'UMP ont très largement voté pour le président du mouvement : 78 % d'entre eux². À la discipline de vote des sympathisants de l'UMP s'ajoute l'indiscipline de certains partisans des autres formations de droite : 14 % des « proches » de l'UDF ont voté pour Nicolas Sarkozy dès le premier tour, ainsi que 18 % des « proches » du MPF et 20 % des « proches » de Chasse, Pêche, Nature et Tradition. Le « vote utile » a également converti 8 % des « proches » du Front national en électeurs sarkozystes. Mais la force d'attraction du candidat va au-delà des proximités partisanes déclarées à droite : en effet, 12 % des « proches » d'un parti d'extrême gauche et 4 % des « proches » d'un parti de gauche déclarent avoir voté pour lui le 22 avril. Enfin, 30 % des interviewés se disant sans proximité partisane lui ont donné leurs suffrages.

Cet électorat composite de Nicolas Sarkozy est constitué de citoyens politiquement intéressés, actifs et légitimistes. Ils déclarent ainsi s'intéresser à la politique (69 %) quasiment dans les mêmes proportions que l'électorat de Ségolène Royal (65 %) et celui de François Bayrou (66 %), ce qui les différencie des électeurs de Jean-Marie Le Pen (59 % s'intéressent « beaucoup ou assez »).

Une structure comparable de réponses rend compte du suivi de la campagne par les électeurs : les « sarkozystes » déclarent avoir un peu plus suivi « tous les jours ou presque tous les jours » la campagne (72 %) que les électeurs de Bayrou (65 %) et Royal (66 %) et beaucoup plus que les électeurs de Jean-Marie Le Pen (55 %).

Ils sont plus optimistes sur le fonctionnement de la démocratie (ou simplement plus légitimistes ou satisfaits du résultat de l'élection) que les électeurs de François

1. Chez les électeurs Le Pen/Le Pen, ils sont respectivement 12 % et 58 %.

2. Pendant que 8 % votent pour François Bayrou, 2,5 % pour Philippe de Villiers et 8 % pour Le Pen.

Bayrou (66 %), eux-mêmes à quasi-égalité avec ceux de Ségolène Royal (64 %) et surtout que ceux de Jean-Marie Le Pen (44 %) : 77 % d'entre eux pensent qu'elle fonctionne « plutôt bien ».

Mais ils sont moins disposés, pour autant, à manifester dans la rue pour défendre leurs idées que d'autres électeurs : 55 % d'entre eux approuvent ce moyen de revendication dans certaines circonstances, contre 80 % d'électeurs de Bayrou, 83 % de ceux de Royal et 68 % d'électeurs de Le Pen. De même, si 66 % des électeurs de Sarkozy approuvent de faire grève dans certaines circonstances, c'est en moindre proportion que les électeurs de Bayrou (85 %), Royal (89 %) et Le Pen (74 %).

À la lumière de ces premiers éclairages, on comprend la prééminence du score de Nicolas Sarkozy au premier tour : c'est un résultat qui se construit grâce à une double ouverture sociologique et politique, et qui déborde significativement les contours des soutiens traditionnels de la droite classique.

LE 6 MAI 2007 : UNE DYNAMIQUE CONFIRMÉE

Au soir du second tour, Nicolas Sarkozy totalise 53 % des suffrages et confirme une dynamique électorale jamais démentie au fil de la campagne. Par là même, il compose et associe les trois éléments nécessaires à une victoire : rassembler son camp, lamener l'adversaire et rallier les indécis.

Si 98 % de ses électeurs lui sont restés fidèles d'un tour à l'autre, Nicolas Sarkozy a bénéficié d'un très bon report des voix, au-delà même de son camp politique (cf. tableau 4). Contrairement à la consigne de Jean-Marie Le Pen, 74% de ses électeurs de premier tour ont voté pour N. Sarkozy, ce qui est beaucoup plus que les 65 % de reports lepénistes en 1988 et surtout que les 51 % dont avait bénéficié Jacques Chirac en 1995¹. Mais aussi 79 % des électeurs de Philippe de Villiers, 70 % de ceux de Frédéric Nihous ou encore 38 % de ceux de Bayrou ont choisi Nicolas Sarkozy au second tour. À ceux-ci, il convient d'ajouter des transfuges de gauche² : 17 % des électeurs de Dominique Voynet, 20 % de ceux de Bové, 13 % de ceux de Besancenot ou encore 18 % de ceux d'Arlette Laguiller (sans oublier 3 % de l'électorat de Ségolène Royal et de Marie-George Buffet), mais aussi certains abstentionnistes de premier tour³.

Cette deuxième vague d'électeurs *captés* à Jean-Marie Le Pen par Nicolas Sarkozy partagent avec ceux présents dès le premier tour des caractéristiques sociales et politiques communes : on retrouve un électorat âgé, composé d'indépendants, politiquement situé plus à droite qu'à l'extrême droite et aussi plus intégré au système politique que protestataire. Des propositions du projet sarkozyste (relatives à l'immigration, l'ordre, la valeur travail) ont manifestement convaincu ces électeurs *autoritaires intégrés* et les ont amenés ou ramenés au sein de la droite de gouvernement. La fraction d'électeurs bayrouistes ralliés à Nicolas Sarkozy cumule à la fois les traits classiques du réservoir électoral de l'UDF (électorat âgé, diplômé, socialement favo-

1. Sources : sondages post-électorales Cevipof 1988 et 1995.

2. Ces transferts, minoritaires, concernent de faibles effectifs : il convient donc de les interpréter avec prudence.

3. Pour une analyse longitudinale à partir des données du Panel électoral français, cf. la note de Anne Muxel sur « Les trajectoires de vote à l'œuvre dans la dynamique électorale en faveur de Nicolas Sarkozy », disponible sur le site du Cevipof : <http://www.cevipof.msh-paris.fr/PEF/2007/V1/RapportsP2/PEF_V2_Muxel_TrajetsElectoraux.pdf>.

risé) et des aspects plus atypiques (vote d'identification à un homme et à un programme associé à un positionnement volontiers ni gauche ni droite). Ici, la capacité présidentielle – prêtée à Nicolas Sarkozy – a contribué à catalyser la conversion électorale de ces électeurs centristes.

Tableau 4. Les reports des votes du premier tour sur le second tour (pourcentage en lignes)

Vote au second tour		<i>Vote Royal</i>	<i>Vote Sarkozy</i>	<i>Abstention Blancs et nuls</i>	
Vote au 1 ^{er} tour	Schivardi	75	8	17	100
	Laguiller	64	18	18	100
	Besancenot	78	13	9	100
	Bové	69	20	11	100
	Buffet	91	3	6	100
	Royal	96	3	1	100
	Voynet	77	17	6	100
	Nihous	20	70	10	100
	Bayrou	49	38	13	100
	Sarkozy	1	99	-	100
	De Villiers	16	79	5	100
	Le Pen	15	75	10	100

Source : PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

La dynamique politique se double d'une dynamique sociale, qui, là encore, déborde les contours traditionnels de la droite classique. Le vote du second tour confirme les rééquilibrages sociologiques à l'œuvre dès le premier tour (cf. tableau 5). Une fois encore, il est confirmé que Ségolène Royal n'aura pas su capter un différentiel de voix féminines en sa faveur : Nicolas Sarkozy fait jeu égal avec elle dans l'électorat. Contrairement à Jacques Chirac en 1995, qui recueillait la majorité des voix chez les 18-24 ans (55 %), Nicolas Sarkozy reste déficitaire dans cette catégorie d'âge. En revanche, les 50 ans et plus confirment leur préférence pour ce candidat, ce qui est un appui décisif étant donné le poids numérique de ce « groupe », qui représente un peu plus de 40 % de la population.

Le plus intéressant, au regard des repères classiques de la sociologie électorale, concerne précisément leur ébranlement. Si, bien sûr, Nicolas Sarkozy est très largement majoritaire chez les agriculteurs (78 %), chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (71 %), il mène aussi chez les professions libérales et cadres supérieurs (54 %), les employés (55 %) et les ouvriers (52 %). Seules les professions intermédiaires accordent la majorité de leurs suffrages à Ségolène Royal (54 %). L'écart de vote entre les cadres supérieurs et les ouvriers, qui a longtemps constitué un des « fondamentaux » de l'analyse du comportement électoral en fonction des appartenances sociales, se réduit à 2 points, alors que la différence était de 34 points en 1974 (66 % des cadres avaient voté en faveur de Valéry Giscard d'Estaing, contre seulement 32 % des ouvriers). Cette situation est le double produit de l'évolution sociologique du PS depuis la fin des années 1980 et de son incapacité actuelle à tenir un discours « audible » par les catégories populaires, mais aussi de la crédibilité de Nicolas Sarkozy, croissante au cours de la campagne, auprès de ces mêmes couches modestes. Face aux inquiétudes manifestes, quant aux évolutions de la société française dans un

« Rupture tranquille » ou syncrétisme tourmenté ?

monde ouvert, le candidat de droite a affiché une détermination volontariste et un projet se voulant à la fois protecteur, rassembleur et modernisateur.

Tableau 5. La concurrence des votes Royal et Sarkozy dans les segments sociaux (pourcentages en lignes)

	<i>Vote S. Royal</i>	<i>Vote N. Sarkozy</i>	<i>Total</i>
<i>Ensemble</i>	46,9 %	53,1 %	100 %
<i>Sexe</i>			
– Homme	47	53	
– Femme	47	53	
<i>Âge</i>			
– 18-24 ans	63	37	
– 25-34 ans	50	50	
– 35-49 ans	49	51	
– 50-64 ans	47	53	
– 65 ans et plus	33	67	
<i>Profession de l'électeur</i>			
– Agriculteur	22	78	
– Petit commerçant et artisan	29	71	
– Cadre sup. et prof. libérale	43	57	
– Enseignant	72	28	
– Prof. intermédiaire	51	49	
– Employé	45	55	
– Ouvrier	48	52	
– Étudiant	63	37	
– Inactif	43	57	
<i>Statut professionnel de l'électeur</i>			
– Travaille à son compte	29	71	
– Salarié du privé	46	54	
– Salarié du public	52	48	
– Chômeurs	65	35	
<i>Niveau de diplôme</i>			
– Sans diplôme, certificat d'études	39	61	
– BEPC, CAP, BEP	47	53	
– Baccalauréat	54	46	
– Niveau Bac +2	55	45	
– Diplôme du supérieur	56	44	
<i>Religion et pratiques religieuses</i>			
– Catholique pratiquant	23	77	
– Catholique non pratiquant	38	62	
– Autres religions	69	31	
– Sans religion	66	34	

Source : PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

LES ÉLECTORATS DE NICOLAS SARKOZY
FACE AUX THÈMES DE CAMPAGNE :
ENTRE *DISSENSUS* ET *CONSENSUS*

Ce syncrétisme de l'électorat sarkozyste se prolonge dans les enjeux de campagne et dans les jugements que portent les électeurs sur un certain nombre de thématiques. Nous en explorerons ici brièvement trois ¹ : l'immigration, l'Europe et le rôle de l'État. Si la spécificité de l'électorat sarkozyste apparaît clairement dans ses différences avec ceux de Ségolène Royal, François Bayrou et Jean-Marie Le Pen (cf. tableau 6), la question de la cohésion entre les sous-électorats sarkozystes se pose néanmoins.

Tableau 6. Les positions des électorats sur des questions ou enjeux politiques (en pourcentage)

	<i>Royal</i>	<i>Bayrou</i>	<i>Sarkozy</i>	<i>Le Pen</i>
<i>Vote au référendum de mai 2005</i>				
– Oui	46 %	54 %	60 %	18 %
– Non	54 %	46 %	40 %	82 %
Total des exprimés	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>D'accord avec cette opinion (% par case)</i>				
– il y a trop d'immigrés en France	37 %	43 %	70 %	90 %
– on n'est plus chez soi comme avant	37 %	39 %	57 %	80 %
<i>Connotation positive des mots (% par case)</i>				
– privatisation	21 %	35 %	48 %	29 %
– profit	42 %	51 %	61 %	39 %
– Islam	43 %	35 %	21 %	8 %
– Union européenne	67 %	65 %	67 %	32 %
– laïcité	83 %	84 %	78 %	55 %
<i>Ouverture/Fermeture</i>				
– la France doit s'ouvrir davantage au monde...	56	48	43	13
– la France doit se protéger davantage du monde...	27	32	41	73
– ni l'un ni l'autre	13	16	13	10
– nsp	4	4	3	4
Total	100	100	100	100
<i>Problème le plus important au moment du vote (quatre 1^{res} réponses dans électorat Sarkozy)</i>				
– le chômage	30	24	21	19
– la délinquance	3	6	13	8
– le pouvoir d'achat	11	11	12	6
– l'immigration	3	4	11	35

Source : PEF (2007) Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 1, « Enquête pré-électorale présidentielle 2007 ».

1. D'autant qu'Étienne Schweisguth consacre, dans ce même numéro, une analyse des « valeurs ».

L'IMMIGRATION : UNE OBSÉDANTE QUESTION PARTIELLEMENT IMPORTÉE

Interrogés sur les thèmes les plus importants qui se sont imposés à eux au moment de voter, les électeurs de Nicolas Sarkozy se partagent en fonction de leur provenance politique. Si, en moyenne, 11 % d'entre eux répondent que l'immigration a compté pour eux en premier¹ (derrière le chômage, 21 %, la délinquance, 13 %, et le pouvoir d'achat, 12 %), les divergences s'accroissent si on isole les électeurs Chirac/Sarkozy des électeurs Le Pen/Sarkozy : respectivement 8 % et 24 %. Il en va de même sur l'adhésion à différentes opinions : 71 % des anciens électeurs chiraquiens sont d'accord pour dire « qu'il y a trop d'immigrés en France », mais le sont aussi 93 % de ceux qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen en 2002² ; de même, 57 % des Chirac/Sarkozy sont d'accord pour trouver « qu'on n'est plus chez soi comme avant », contre 80 % des Le Pen/Sarkozy³. Autrement dit, la greffe de l'électorat lepéniste 2002, ici capté, va de pair avec le maintien – à même niveau que chez les électeurs frontistes 2007 – des positions sur la question de l'immigration. Plus généralement, les convergences entre, d'un côté, le nationalisme du FN construit sur l'exclusion et, de l'autre, la question nationale indexée à l'UMP plutôt sur l'intégration et les valeurs universalistes, en dépit de l'aventurisme des alliances locales pratiquées par certains après les élections régionales de 1986, ne vont pas de soi.

L'EUROPE : UNE QUESTION QUI DIVISE

Brouillant les repères idéologiques français, la question européenne se révèle également délétère sur les clivages partisans traditionnels⁴. Ce qui est vrai au niveau global du système partisan et des partis modérés l'est aussi au niveau spécifique de la cohésion interne du parti présidé par Nicolas Sarkozy, traversé par le « Oui » et le « Non ». La question européenne a d'ailleurs été source de factionnalisme au RPR, dès le référendum sur la ratification du traité de Maastricht en septembre 1992⁵. À la veille du scrutin 2007, l'absence d'homogénéité interne était aussi la règle dans les intentions de vote des électors (graphique 1). De manière un peu surprenante, les électeurs de Nicolas Sarkozy – ce dernier ayant manifesté quelques résistances à un volontarisme européen sans faille – ont un vote « Oui » (60 %) plus important que ceux du très européen François Bayrou (54 %), sauf si on considère qu'en 2005, la question comptait moins que le questionneur.

Ici encore, les différences s'amplifient, dès lors qu'on isole les électeurs Chirac/Sarkozy (68 % de « Oui ») des électeurs Le Pen/Sarkozy (33 % de « Oui »). Comme pour le thème de l'immigration, on observe que les différences sont autant de divergences potentielles.

1. Contre 3 % chez les électeurs de Royal, 4 % chez Bayrou et 35 % chez Le Pen.

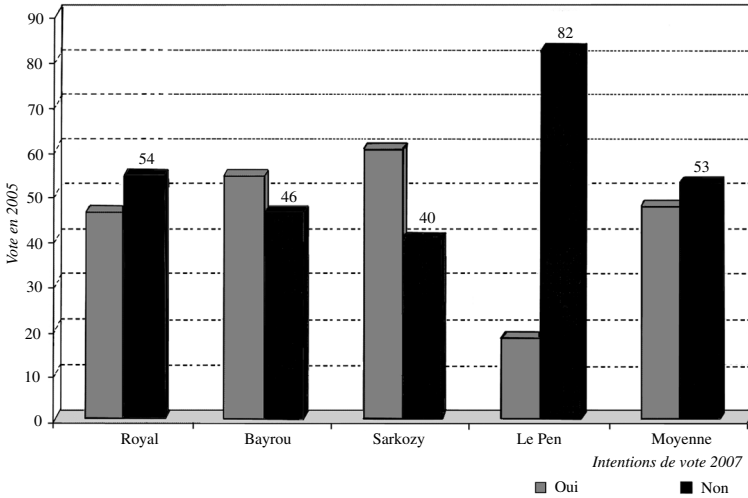
2. Pour une moyenne de 70 % de « d'accord » dans l'électorat sarkozyste et de 90 % dans l'électorat lepéniste.

3. Pour une moyenne de 57 % de d'accord dans l'électorat sarkozyste et de 80 % dans l'électorat lepéniste.

4. Cf. Bruno Cautrès, Sylvie Strudel, « Les traces du référendum de mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007 », dans « Le Baromètre politique français (2006-2007) », *Les Cahiers du Cevipof*, 46, avril 2007, p. 141-148.

5. Avec Charles Pasqua et Philippe Seguin, qui menèrent campagne en faveur du « Non ».

Graphique 1. Le vote « Oui » et « Non »
au référendum de mai 2005 dans les électorsats 2007.



Source : PEF (2007) Cevipof -Ministère de l'Intérieur, Vague 1, « Enquête pré-électorale présidentielle 2007 ».

LIBÉRALISME *VERSUS* PROTECTIONNISME DE DROITE ?

La conception de la place et du rôle de l'État a fluctué, au sein de la droite conservatrice, entre l'étatisme gaulliste régulateur (parce qu'incarnant l'intérêt général) et interventionniste (parce que protecteur des excès de la loi du marché et défenseur des intérêts de la France) *versus* le néo-libéralisme chiraquien des années 1980 inspiré par la matrice « libérale conservatrice » héritée de Ronald Reagan et Margaret Thatcher ¹. Autour et entre ces deux modèles « purs » s'inscrivent bien sûr déclarations de principe, affichages circonstanciés, promesses non tenues et pratiques plus ou moins molles. L'électorat de Nicolas Sarkozy est partagé sur les politiques à mener : si 49 % de l'électorat pense que le terme « privatisation » est connoté positivement et 61 % estime de même pour le mot « profit », il y a pourtant 43 % des électeurs qui sont pour l'augmentation des impôts de ceux qui gagnent plus de 4 000 euros par mois. Sur ces points encore, les électorsats Chirac/Sarkozy et Le Pen/Sarkozy divergent : le second étant moins libéral et plus répartiteur que le premier. Enfin, si 50 % des électeurs Chirac/Sarkozy sont d'avis que la France devrait s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui, ils sont deux fois moins nombreux (24 %) à partager cette opinion chez les lepénistes ralliés en 2007 et séduits par les déclarations de celui qui se voudrait « le président qui garantit de nouvelles protections » (cf. tableau 6, p. 470).

1. Colette Ysmal, « Face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle ? », dans Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 139-164.

Le conflit, jamais éteint depuis la querelle de l'automne 1962 entre le général de Gaulle et les représentants de la droite modérée (et aussi de la gauche) à propos de l'élection du président de la République au suffrage universel, est toujours actif dans les conceptions de la représentation et les attentes des électeurs. Or, pendant la campagne, c'est le candidat de la droite qui cristallise les plus fortes attentes dans une « amélioration des choses grâce à la présidentielle »¹. Au moment du scrutin, l'électorat de Nicolas Sarkozy, plus déterminé que celui de Ségolène Royal et dont le choix de premier tour s'est majoritairement construit « longtemps à l'avance »², est aussi plus sensible aux traits de sa personnalité³. C'est encore un électorat qui affiche sa « confiance » comme élément déterminant de son choix lors du tour décisif⁴. Ce faisant, la tension originelle entre représentation et incarnation qui organise le régime de la Cinquième République⁵ s'en trouve réactivée et infléchie au profit du second terme : la logique incarnative profite à Nicolas Sarkozy, qui comble les attentes césaristes d'une partie de son électorat. Car la reprise en main s'accompagne d'une remise en ordre : Nicolas Sarkozy incarne, dans la société française d'aujourd'hui, une demande d'autorité sur le terrain sociétal⁶. Ses électeurs sont majoritairement d'accord pour dire que, « de nos jours, les parents n'ont plus aucune autorité » (63 % des sarkozystes, contre 48 % des « royalistes », dans l'enquête post-présidentielle du Cevipof) et pour considérer que « l'école devrait avant tout donner le sens de l'effort et de la discipline » (77 % des sarkozystes, contre 45 % des « royalistes »). Les tentations autoritaires et populistes léguées par la droite extrême jointes à la nostalgie du renforcement gaulliste de la fonction présidentielle signent l'héritage du second bonapartisme⁷.

Toute victoire présidentielle suppose un rassemblement de forces, au-delà de celles de son propre camp. Mais chaque victoire présidentielle impose une configuration particulière des forces mobilisées pour gagner. Si Nicolas Sarkozy a réussi à ravir une partie des électeurs du Front national, il a également stabilisé un électorat de la droite classique, canalisé des bribes d'électorat de la gauche et capté de nouveaux électeurs inscrits. Ces captations politiques se doublent d'une ouverture sociologique et assurent, ensemble, la dynamique de son succès électoral. La question est désormais de savoir si ce syncrétisme sarkozyste, condition de la conquête du pouvoir, pourra – à l'avenir – rendre « tout possible » et résister à l'exercice du pouvoir.

1. À la veille du premier tour, c'était l'espoir que nourrissait 60 % de son électorat déclaré, contre 51 % de celui de Ségolène Royal (cf. enquête pré-électorale du Cevipof, données PEF-V1).

2. 56 % des électeurs sarkozystes contre 48 % des électeurs « royalistes » avaient choisi « longtemps à l'avance » avant le 22 avril 2007 de voter pour leur candidat respectif (Cevipof 2007, enquête post-présidentielle).

3. 25 % des électeurs sarkozystes déclarent que la personnalité du candidat a été l'élément déterminant de leur choix de premier tour, contre 20 % chez les électeurs de Ségolène Royal.

4. Respectivement, 37 % des électeurs sarkozystes contre 14 % des électeurs « royalistes » déclarent que c'est la « confiance » dans leur candidat qui a été l'élément déterminant de leur choix au second tour.

5. Jean-Marie Donégani, Marc Sadoun, « 1958-1992. Le jeu des institutions », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 391-487.

6. Pascal Perrineau, Sylvie Strudel, « Les Français et les institutions », dans « Le Baromètre politique français (2006-2007) », *op. cit.*, p. 47-58.

7. Cf. Lucien Jaume, *Échec au libéralisme*, Paris, Kimé, 1990, p. 71 et suiv.

Sylvie Strudel est professeur de science politique à l'Université François Rabelais de Tours, chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et au Centre Marc Bloch de Berlin. Elle a participé à l'équipe du Baromètre politique français (2006-2007) et a rédigé, à ce titre, différentes contributions sur l'élection présidentielle, publiées dans les *Cahiers du Cevipof*, 46, avril 2007. Elle a dirigé un numéro thématique sur les « Pratiques de la citoyenneté européenne », *Revue internationale de politique comparée*, 9 (1), printemps 2002 ; un ouvrage (avec Olivier Beaud, Arnaud Lechevalier, Ingolf Pernice) : *L'Europe en voie de Constitution. Pour un bilan critique des travaux de la Convention*, Bruxelles, Bruylant, 2004 ; et publié notamment : « Polyrythmie européenne : le droit de suffrage municipal des étrangers au sein de l'Union, une règle électorale entre détournements et retardements », *Revue française de science politique*, 53 (1), février 2003, p. 3-34 ; *Votes juifs. Itinéraires migratoires, religieux et politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996. Ses recherches portent sur la sociologie et la théorie de la citoyenneté européenne, les comportements politiques des groupes minoritaires et les mobilisations politiques en Europe (<sylvie.strudel@univ-tours.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

L'ÉLECTORAT DE NICOLAS SARKOZY : « RUPTURE TRANQUILLE » OU SYNCRÉTISME TOURMENTÉ ?

En affichant le projet d'une « rupture tranquille », Nicolas Sarkozy a certes manifesté une volonté de distanciation avec ses prédécesseurs, mais celle-ci ne vaut pas renoncement à toutes les ressources et dimensions de l'héritage. Si l'asymétrie des rapports de force entre les composantes partisanes de droite est bien avérée au lendemain du 6 mai 2007, une dynamique politique doublée d'une dynamique sociale, débordant l'une et l'autre les contours traditionnels de la droite classique, ont assuré – grâce à ce syncrétisme – la victoire de Nicolas Sarkozy. Mais l'élection de Nicolas Sarkozy comble aussi les attentes césaristes d'une partie de son électorat et signale la nostalgie, toujours à l'œuvre dans la société française, du renforcement gaulliste de la fonction présidentielle.

NICOLAS SARKOZY'S ELECTORATE : « QUIET BREAK » OR RESTLESS SYNCRETISM ?

By showing the project of a « quiet break », Nicolas Sarkozy certainly showed a will of distance with his predecessors, but this one is not worth renunciation of all the resources and the dimensions of the inheritance. If the asymmetry of the balance of power between the partisan right constituents is turned out well after May 6th, 2007, a political dynamics doubled by a social one, going beyond the traditional outlines of the classic right, ensured – thanks to his syncretism – Nicolas Sarkozy's victory. But the election of Nicolas Sarkozy also fills the césaristes expectations of a part of his electorate and indicate the nostalgia, always in the work in the French society, of the Gaullist intensification of the presidential function.